

Échec lamentable de la COP 25 : comment courir à sa perte tout en s'enrichissant

La Conférence des Parties (COP) s'est tenue la semaine dernière à Madrid. Malheureusement, les producteurs de pétrole et les grands pollueurs y ont été récompensés et ont obtenu le feu vert pour continuer à s'enrichir alors que le monde entier court à sa perte. À preuve : les scientifiques nous disent que l'espérance de vie d'un enfant né aujourd'hui sera inférieure à celle de la génération actuelle; les systèmes de santé risquent l'asphyxie totale d'ici une trentaine d'années; les océans, qui absorbent depuis des décennies la chaleur, n'en peuvent plus et commencent à se dessaler; les espèces s'éteignent à un rythme alarmant; et les peuples autochtones nous signalent des événements sans précédent, comme la présence d'originaux dans l'Extrême-Arctique, des oiseaux de plus en plus petits et des maladies liées aux changements climatiques s'avérant mortelles.

La COP 25 est un échec lamentable. Il ne fait aucun doute que certaines parties, en particulier les plus grands producteurs et consommateurs de pétrole, sont prêtes à sacrifier la vie sur Terre par cupidité, égoïsme et étroitesse d'esprit. Le fameux article 6, fort controversé, montre que l'économie pétrolière, devenue immorale, perdure en jouant les aubaines, aussi subventionnée soit-elle. Nous n'assistons à rien de moins qu'un massacre mondial alimenté par le profit et dont la facture nous est refilée. Les États les plus touchés par les changements climatiques, dont les États insulaires, voient leurs économies s'effondrer et subissent la sécheresse et l'érosion – voire la disparition – de leurs territoires. Or, ils ne sont pas à l'origine de cette situation. Les coupables sont les pays qui consomment à outrance et éhontément des combustibles fossiles. Pourtant, les responsables de cette destruction n'offrent aucune compensation pour les dommages qu'ils causent. Il s'agit d'un crime contre l'humanité et les êtres vivants; un génocide à l'échelle mondiale où le criminel n'éprouve aucun remords et n'offre aucune réparation.

Ces organisations criminelles qui se font passer pour des gouvernements démocratiques ont choisi l'industrie et le capital. Les acteurs de ce sommet mondial semblaient obéir au lobby de l'industrie pétrolière, et non aux milliards de personnes qui subissent les conséquences des changements climatiques dans le monde entier. Les gouvernements ont choisi le modèle colonialiste et la croissance sans limites et non durable, malgré les ressources limitées de notre planète. Il est évident que les voix de la société civile, de la classe ouvrière, des jeunes, des femmes, des grands-mères, des aînés, de la communauté scientifique, des groupes de défense des droits de la personne et des groupes autochtones de protection de la terre, de l'eau et de l'air n'étaient pas les bienvenues lors de ce rassemblement du patriarcat. Les droits de la personne et de tous les êtres vivants sont en péril. À l'instar des cigarettiers qui osaient autrefois se présenter aux conférences sur la santé pour vanter les mérites de la nicotine, l'industrie pétrolière se présente aux sommets sur le climat pour nous faire avaler que le pétrole propre existe, et ce, alors que la planète étouffe et se réchauffe à cause de lui. Pendant ce temps, les peuples autochtones, qui ont la sagesse et l'expérience nécessaires pour nous guider vers un avenir durable, restent marginalisés dans le but incessant de les effacer et de les éliminer. Le colonialisme n'est pas mort : il a seulement changé de forme. Le Canada devrait avoir honte de laisser la société Teck Ressources ltée construire le plus grand champ de pétrole au monde, sur des terres autochtones, et à un moment où l'atmosphère est de plus en plus saturée par les émissions de

carbone. Selon certains, nous risquons un réchauffement de neuf degrés Celsius d'ici 2100. Nous courons vers une catastrophe sans précédent.

La transition de masse vers les énergies renouvelables constitue un réservoir de bons emplois. À l'heure actuelle, ce secteur compte plus d'emplois que celui du pétrole. Les gens qui travaillent dans l'extraction des matières premières méritent mieux et ne doivent pas être abandonnés à leur sort ni être perçus comme des « dommages collatéraux » de la transition vers un avenir sans émission de carbone. Ces gens ne doivent pas être les pions des pétrolières. Ils doivent plutôt faire partie d'une démarche globale et historique menant à une transition juste qui sera bénéfique pour tous.

Il a beaucoup été question de l'article 6, ou plutôt de la façon dont les pays pollueurs peuvent poursuivre leur œuvre destructrice au détriment des générations actuelles et futures. Le libellé de cet article ne reflète en rien l'intention de l'Accord de Paris, signé en 2015, et qui marque un jalon historique. Les pays pollueurs ont l'intention de trouver des moyens de « troquer » leurs émissions de carbone, comme toujours, dans une perspective de profits à court terme destinés à une infime minorité.

Toutefois, les droits de la personne et l'avenir de la planète sont des thèmes qui restent en sourdine et dont l'importance est minimisée. Sans protection des droits de la personne, aucune ambition n'est possible. Nous ne pouvons pas répéter sans cesse les mêmes erreurs. Il ne fait aucun doute que les pétrolières ont plus de droits que les êtres humains et qu'elles se sentent peu responsables, sauf envers leurs actionnaires et leurs PDG.

Si nous voulons éviter la disparition de l'humanité, il nous faut agir. La tyrannie du profit des pollueurs et de leurs alliés politiques est de plus en plus mise à nu, et leur cupidité et leurs intentions le sont encore davantage. Cette situation a le pouvoir de nous rassembler en tant que forces de tous horizons pour faire front commun à l'échelle internationale dans le but de sauver la vie sur Terre.

Nous faisons notre possible pour créer, avec notre employeur, un environnement de travail post-carbone. Nous avons tous un rôle à jouer pour décarboniser notre environnement. Nous avons le pouvoir de changer la donne.

Pour ce qui est des criminels du climat qui posent en sauveurs de l'économie, nous ne pouvons plus les compter dans l'équation.

La COP 25 a déçu le monde entier. Nous nous en souviendrons. Oui au pouvoir populaire et à la justice climatique!

/ bk sepb 225 /jrg map scfp 1979